

# La CSC-Enseignement et les ministres « talibans »

## ÉCOLE Le syndicat promet une lutte « inlassable »

► Autrefois éclatée en quatre centrales, la CSC-Enseignement s'est créée il y a dix ans. ► Le syndicat a fêté ça vendredi. En promettant de mener la vie dure au gouvernement des « talibans ».

Autrefois, le syndicat chrétien de l'enseignement était divisé en quatre centrales. Avec la FIC (le fondamental), la CEMNL (le secondaire), la CCPET (technique/professionnel) et l'Uceo (le réseau officiel). Entre ces quatre entités, l'entente n'était pas exagérément fraternelle. Il y a eu des empoignades, des conflits de territoires et de *leadership* – qui donc parlait au nom des profs chrétiens ? Et puis, un jour, il y a eu la décision d'en finir. Il y a dix ans, les quatre centrales se sont donc fondues en un syndicat unique – l'opération fut menée par Régis Dohogne.

Les 39.607 enseignants syndiqués à la CSC (chiffre de 2014) sont désormais intégrés dans une structure unique.

Réunis à Bouge, vendredi, plus de 250 militants sont venus célébrer les dix ans de ce qui est deve-

nu la CSC-Enseignement.

Ce rassemblement a été l'occasion d'adopter un texte qui redéfinit le métier d'enseignant et qui précise ainsi le cap fixé par le syndicat. Ce texte casse définitivement le cliché du professeur-dispensateur de savoir, isolé du monde. Pour le syndicat, l'enseignant est désormais un « *acteur social* ».

« *L'école n'est pas un îlot extra-territorial* », émet le syndicat. Être enseignant aujourd'hui, c'est, par exemple, « *comprendre les mécanismes qui engendrent la violence à l'école, les inégalités sociales* ». C'est aussi « *lutter contre les inégalités qui affectent l'enseignement* ». Un enseignant est aussi quelqu'un qui a été « *outillé pour favoriser des projets, des activités permettant aux élèves de développer un regard critique sur le monde actuel et leur donner les outils pour construire une société plus juste* ».

### « Continuer à se battre »

Dans un registre plus immédiat, et brûlant, les délégués réunis à Bouge ont voté une « *résolution d'actualité* » où ils promettent de « *continuer à se battre, inlassablement* », pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs et allocataires sociaux ; pour maintenir le régime

des pensions ; pour défendre les services publics ; et pour faire émerger une fiscalité plus équitable.

Fermant le congrès, Eugène Ernst, le secrétaire général de la CSC-Enseignement, s'en est pris sèchement au gouvernement de Charles Michel – et ses « *mesures iniques* ». « *Aujourd'hui, des ministres se comportent comme des talibans et n'hésitent pas à saccager notre patrimoine social, résultat des luttes syndicales menées par les anciens. Non, la lutte pour le maintien de nos acquis sociaux n'est en rien une vision du passé.* » Eugène Ernst presse le front commun syndical (qui doit se revoir ce 13 mai) d'établir « *un calendrier d'actions réalistes, volontaristes et préparées avec soin* ».

Le patron de la CSC-Enseignement n'a pas épargné le gouvernement Demotte et sa ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet, en particulier. Celle-ci veut nouer un Pacte d'excellence d'ici Pâques 2016 : « *Pour organiser le changement, il faut que les acteurs se l'approprient, il faut leur donner la possibilité de se positionner, il faudra les former, prévoir les budgets et, surtout, leur laisser le temps. Ces conditions vous obligent à revoir votre agenda et vos priorités budgétaires.* » ■

PIERRE BOUILLON